



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/272
S/15832
16 juin 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

JUN 20 1983

UN/SAFETY DIVISION

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 32 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 11 juin 1983, adressée au Secrétaire général
par le Président du Comité spécial contre l'apartheid

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, afin qu'il soit porté à l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, le texte de la Déclaration adoptée par la Conférence internationale des syndicats sur les sanctions et autres mesures contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud, tenue au Palais des Nations, à Genève, les 10 et 11 juin 1983.

Cette conférence était organisée par le Groupe des travailleurs du Comité d'administration de l'Organisation internationale du Travail, en coopération avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation de l'unité syndicale africaine.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de ladite déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 32 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité spécial
contre l'apartheid,

(Signé) Alhaji Yusuff MAITAMA-SULE

* A/38/50/Rev.1.

ANNEXE

Déclaration adoptée par la Conférence internationale de syndicats
sur les sanctions et autres mesures contre le régime d'apartheid
en Afrique du Sud, tenue à Genève, les 10 et 11 juin 1983

La Conférence internationale de syndicats sur les sanctions et autres mesures contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud, tenue à Genève les 10 et 11 juin 1983 avec la participation de 375 délégués représentant 100 millions de travailleurs syndiqués dans le monde :

RAPPELANT que l'apartheid a été déclaré crime contre l'humanité et que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, dans sa résolution 182 (1963) adoptée à l'unanimité le 4 décembre 1963, a affirmé sa conviction que la situation en Afrique du Sud constituait une grave menace contre la paix et la sécurité internationales,

CONSIDERANT la déclaration révisée de la Conférence internationale du Travail concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud et les conclusions présentées par le Comité de l'apartheid de la Conférence à sa 6ème séance et adoptées par la Conférence en 1981,

RAPPELANT la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée en décembre 1981, proclamant l'année 1982 Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud,

RAPPELANT la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies décrétant un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, ainsi que la résolution du Conseil économique et social sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et leur collaboration avec le régime minoritaire raciste dans cette région,

CONDAMNE le régime minoritaire d'apartheid d'Afrique du Sud, qui ignore totalement l'opinion mondiale, telle qu'elle est exprimée dans les résolutions susmentionnées et qui persiste à ne pas se conformer aux normes internationales énoncées dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration de Philadelphie,

DECLARE que la violation systématique, par l'Afrique du Sud, des droits de l'homme et des libertés syndicales en Afrique du Sud et le renforcement des mesures d'apartheid constituent une menace immédiate contre la paix et la sécurité dans le monde,

DENONCE la division de l'Afrique du Sud en bantoustans ou "homelands", que l'on poursuit aujourd'hui à un rythme accéléré pour parachever l'entreprise tendant à exclure la majorité du peuple d'Afrique du Sud de son propre pays et à refuser de reconnaître ses droits de citoyenneté,

REJETTE et CONDAMNE les prétendus changements constitutionnels, qui excluent totalement la majorité noire du peuple de tous les droits politiques et visent à consolider l'apartheid et qui ont été fermement condamnés par le mouvement syndical indépendant noir d'Afrique du Sud,

SOULIGNE que les autres prétendues réformes arrêtées en Afrique du Sud constitueront une duperie tant que la violation des droits de l'homme et des libertés syndicales sera institutionnalisée par le système d'apartheid,

DEPLORE et CONDAMNE les raids et incursions de l'Afrique du Sud sur le territoire des pays souverains voisins et les efforts du régime d'apartheid tendant à déstabiliser les Etats de première ligne, qui constituent une rupture de la paix,

CONDAMNE VIGOREUSEMENT l'annexion et l'occupation illégale du Territoire de la Namibie par le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud et l'imposition dans ce pays du système d'apartheid,

SOULIGNE que la pierre angulaire du régime d'apartheid est l'exploitation de la main-d'oeuvre noire peu coûteuse au profit de la minorité blanche et des investisseurs étrangers,

DENONCE et CONDAMNE la persistance des arrestations, des interdictions et des tortures mentales et physiques entraînant la mort de détenus, ainsi que la persistance du harcèlement et de la persécution des syndicalistes noirs et de ceux qui aident les travailleurs noirs à s'organiser,

DEPLORE et CONDAMNE EGALEMENT l'oppression des travailleuses noires en Afrique du Sud qui, en raison de leur couleur et de leur sexe, sont victimes d'une double discrimination,

SALUE LES TRAVAILLEURS NOIRS D'AFRIQUE DU SUD pour le courage et la détermination dont ils ont fait preuve en s'organisant en syndicats noirs indépendants, lesquels sont l'expression la plus marquante des aspirations des peuples majoritaires d'Afrique du Sud,

CONDAMNE les employeurs et les investisseurs en Afrique du Sud qui contribuent directement ou indirectement au maintien du système d'apartheid, et collaborent avec le régime d'apartheid dans les domaines militaire et nucléaire ainsi qu'avec ses forces de sécurité,

DECUE par les différents codes de conduite s'adressant aux sociétés ayant des filiales en Afrique du Sud, qui ont fait long feu parce que les revendications syndicales appelant des sanctions et l'institution d'un mécanisme tripartite de contrôle ont été ignorées,

PREOCCUPEE par le fait que l'émigration en Afrique du Sud augmente alors que le chômage chez les travailleurs noirs s'aggrave rapidement et dépasse 25 p. 100 dans les "bantoustans",

DEPLORE que certains Etats ne respectent pas entièrement les résolutions et décisions adoptées par les organismes des Nations Unies à l'encontre de l'Afrique du Sud,

REGRETTE que l'Afrique du Sud ait bénéficié d'un prêt substantiel du Fonds monétaire international malgré l'opposition de la majorité des Etats Membres des Nations Unies,

PRIE l'Organisation des Nations Unies de rendre obligatoires les sanctions décidées à l'encontre de l'Afrique du Sud,

FAIT SIENNES les recommandations présentées en septembre 1980 par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud, relatives à l'application et au renforcement de l'embargo sur les livraisons d'armes, et prie instamment le Conseil de sécurité de les adopter sans délai en étendant cet embargo à tous les produits qui peuvent servir à la fabrication d'armes et de matériels militaires,

DEMANDE INSTAMMENT que la portée de l'embargo sur les livraisons d'armes soit étendue aux achats d'armes et de matériels militaires fabriqués en Afrique du Sud,

PRIE INSTAMMENT le Conseil de sécurité d'étendre l'embargo aux matières premières et à la technologie qui peuvent servir à la production de l'énergie nucléaire et de produits pétroliers et dérivés,

INVITE LES GOUVERNEMENTS DU MONDE ENTIER A :

1) Faire tout ce qui est en leur pouvoir, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, pour que soient décrétées des sanctions économiques obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud et, dans l'attente d'une décision du Conseil de sécurité, à prendre des mesures unilatérales et régionales;

2) Prendre immédiatement des mesures en vue d'instaurer un embargo international efficace sur les livraisons d'armes, conformément aux recommandations ci-dessus;

3) Prendre immédiatement des mesures tendant à instaurer un embargo pétrolier à l'encontre de l'Afrique du Sud et, à cette fin, et dans un premier temps, à organiser sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies une conférence internationale des pays exportateurs et des pays transporteurs de pétrole; la Conférence prie le Comité spécial de l'Organisation des Nations Unies contre l'apartheid de publier régulièrement des listes des navires pétroliers et des compagnies fournissant du pétrole et des produits pétroliers au régime raciste d'Afrique du Sud et de faire parvenir ces listes en particulier aux syndicats des dockers et des travailleurs des transports pétroliers;

4) Lancer et à soutenir dans toutes les institutions spécialisées des Nations Unies et dans tous les organismes intergouvernementaux une action anti-apartheid tendant à mettre un terme aux relations avec les banques qui collaborent avec l'Afrique du Sud raciste et à renforcer l'aide aux populations opprimées d'Afrique du Sud, en coopération avec le mouvement syndical international,

5) Veiller à l'application rapide et complète de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies demandant qu'il soit mis fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et que les droits de l'homme et les libertés syndicales soient rétablis au moyen d'élections sous contrôle international, faute de quoi l'Organisation des Nations Unies devrait prendre immédiatement les sanctions les plus fermes à l'égard de l'Afrique du Sud.

INVITE EN OUTRE LES GOUVERNEMENTS DU MONDE ENTIER A :

- Rompre les relations politiques, culturelles, sportives, commerciales et diplomatiques avec le régime d'Afrique du Sud et à mettre fin à tous les accords culturels en vigueur à ce jour avec ce pays;
- Adopter des mesures législatives mettant un terme à tous les investissements en Afrique du Sud;
- Retirer les fonds de pension et autres formes d'investissements publics des banques et sociétés qui collaborent avec l'Afrique du Sud;
- Arrêter le transfert des droits conférés par les brevets (licences) et des techniques nouvelles en Afrique du Sud;
- Rappeler le personnel en poste dans les filiales d'Afrique du Sud de certaines sociétés;
- Mettre un terme à toutes les mesures d'encouragement des exportations vers l'Afrique du Sud;
- Faire pression sur les organismes nationaux et internationaux, comme le Fonds monétaire international, pour qu'ils mettent un terme à leur coopération avec le régime d'Afrique du Sud dans le domaine des emprunts extérieurs;
- Cesser toute coopération scientifique et technique avec l'Afrique du Sud;
- Renforcer l'aide économique aux Etats africains indépendants voisins de l'Afrique du Sud pour réduire leur dépendance économique à l'égard de celle-ci, notamment en ce qui concerne les transports et les communications;
- Renforcer l'aide indispensable aux mouvements de libération;
- Rapporter toute mesure législative s'opposant à une action syndicale de solidarité en faveur des syndicats noirs indépendants;
- Fermer les bureaux de recrutement sud-africains;
- Refuser de transférer les pensions et autres prestations sociales assurées avec l'appui de l'Etat aux personnes qui choisissent d'émigrer en Afrique du Sud;
- Refuser de reconnaître tout bantoustan ou "homeland".

INVITE LES ORGANISMES D'EMPLOYEURS ET LES SOCIÉTÉS A :

- Prendre des sanctions à l'égard de ceux de leurs membres qui entretiennent des relations, quelle que soit leur nature, avec l'Afrique du Sud et à s'opposer à ce que les groupes économiques ou financiers accordent des prêts à l'Afrique du Sud et collaborent, sous quelque forme que ce soit, avec le régime d'apartheid;
- Demander aux sociétés étrangères qui ont investi en Afrique du Sud de retirer leurs investissements et de s'abstenir de toute coopération avec le régime d'Afrique du Sud dans les domaines économique et militaire;
- Engager, former et favoriser les travailleurs noirs qui protestent le plus énergiquement contre le système de contrôle des entrées, système contraire aux conventions de l'OIT sur l'emploi et qui contribue au maintien du système des emplois réservés;
- Remplir entièrement les obligations souscrites dans le cadre de la Déclaration de l'OIT sur la politique d'apartheid en Afrique du Sud.

INVITE INSTAMMENT LES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER ET LEURS SYNDICATS A :

- 1) Presser les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de mettre un terme à l'aide et aux investissements en Afrique du Sud;
- 2) Presser les gouvernements d'adopter une législation et une réglementation nationales proscrivant le transport de pétrole et de produits pétroliers vers l'Afrique du Sud;
- 3) Prendre des mesures industrielles à l'encontre des sociétés transnationales qui investissent en Afrique du Sud;
- 4) Dénoncer par tous les moyens les crimes commis chaque jour en Afrique du Sud par la minorité raciste blanche;
- 5) Ne pas procéder au chargement ou au déchargement des navires et avions à destination ou en provenance de l'Afrique du Sud;
- 6) Soutenir par tous les moyens les travailleurs noirs d'Afrique du Sud qui essaient de créer leurs syndicats et de faire valoir leurs droits syndicaux;
- 7) Soutenir sans réserve les efforts de l'Organisation des Nations Unies et de son Comité spécial contre l'apartheid tendant à l'abolition de l'apartheid, à la libération de la Namibie et à l'instauration du gouvernement de la majorité en Afrique du Sud;
- 8) Renforcer les pressions pour la fermeture des bureaux de recrutement sud-africains et à organiser des piquets devant ces bureaux;
- 9) Faire pression pour que la publicité sur les offres d'emploi en Afrique du Sud soit interdite;

10) Organiser des rassemblements avec les délégués syndicaux, des réunions des travailleurs de chaque société, des distributions de tracts et des campagnes d'affiches, des cercles d'étude et séminaires et la publication d'articles spéciaux dans les périodiques des syndicats afin de mobiliser la base pour une action solidaire avec les travailleurs d'Afrique du Sud;

11) Pratiquer, avec le concours des organismes de consommateurs, un boycottage des marchandises importées directement ou indirectement d'Afrique du Sud, en veillant à ce que les travailleurs soient largement informés sur les impératifs d'une telle action;

12) Eviter tout investissement des cotisations aux caisses de pension syndicales et autres fonds des syndicats dans les sociétés ayant des intérêts en Afrique du Sud ou dans les plans d'investissements dans ce pays;

13) Coordonner l'action syndicale contre l'apartheid conformément à la résolution adoptée par la deuxième Conférence mondiale des syndicats contre l'apartheid, en 1977, et à la Déclaration révisée de l'OIT contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud, en faisant largement usage du mécanisme de contrôle créé dans ce cadre.

La Conférence recommande au Groupe des travailleurs de poursuivre sa collaboration étroite avec tous les organismes compétents des Nations Unies, notamment avec le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid.
